

## PROCES VERBAL DE L'

### ASSEMBLEE GENERALE SPECIALE DU MARDI 20 MAI 2014

Chers Actionnaires, Mesdames, Messieurs,

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre RION, représentant ACCES DIRECT SA, Président du Conseil d'Administration d'EVS.

Ce dernier demande à Madame Magdalena BARON, qui accepte, de remplir le rôle de secrétaire.

L'assemblée choisit 2 scrutateurs: Erwin PETERGES et Jean-Luc ROELSTER qui acceptent.

Le président attire l'attention sur les points suivants:

1. Les convocations ont été expédiées par courrier postal et par email le 16 avril 2014 et les formulaires de procuration sont disponibles sur le site web du groupe depuis lors. Les convocations dans la presse pour cette assemblée ont été publiées dans:

- LE TIJD : jeudi 17 avril 2014
- L'ECHO : jeudi 17 avril 2014
- LE MONITEUR BELGE : vendredi 18 avril 2014

Les numéros justificatifs des journaux sont déposés sur le bureau et vérifiés par les scrutateurs.

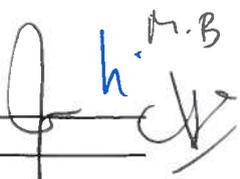
2. Les actionnaires nominatifs ont été individuellement convoqués par lettre ou courrier électronique daté du 16 avril 2014. L'exemplaire de la lettre missive est déposée sur le bureau.
3. Tous les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre de titres pour lesquels ils prennent part au vote sont mentionnés sur la liste de présence. Les scrutateurs procèdent à la vérification de la liste de présences ainsi que des documents déposés sur le bureau – attestations de dépôts et procurations. Les scrutateurs s'assurent en particulier que les procurations et les chaînes de procurations au travers d'intermédiaires sont effectivement signées par les bénéficiaires économiques finaux comme le prévoit la convocation.

La liste de présence établit que le nombre des actionnaires présents ou représentés s'élève à 151 réunissant 3.817.264 parts sociales disposant du même nombre de voix, soit 28,0% du capital social.

Les membres du Bureau contrôlent définitivement la liste de présences et la signent. Les actionnaires signent cette liste.

L'Assemblée déclare que toutes les formalités ont été remplies et qu'elle est dès lors valablement constituée et apte à délibérer sur son ordre du jour, qui contient un seul sujet à traiter:

1. Approbation, conformément à l'article 556 du Code des sociétés, des clauses de changement de contrôle figurant dans (i) un « Finance Contract » conclu avec la Banque Européenne d'Investissement le 14 novembre 2013; (ii) un « Roll-Over Term Loan » dans le cadre d'une « General letter of credit » (ref 301/B/P&O/MP/EVS) (soumis au Règlement Général des Crédits - édition 2012) conclu avec ING Belgium NV/SA le 14 novembre 2013; et (iii) un avenant à la facilité de crédit 010431684 (y compris un « Roll-Over Agreement ») (soumis aux Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises) conclu avec Fortis Bank NV/SA (BNP Paribas Fortis) le 14 novembre 2013 - Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration avec pouvoir de subdélégation

 J. h. M. B.

A. Présentation

De manière à financer 50% des coûts liés au programme d'activités de recherche et développement de la Société et à la construction d'un nouvel immeuble qui abritera notamment lesdites activités de recherche et développement de la Société, la Société a conclu le 14 novembre 2013 (i) un « *Finance Contract* » avec la Banque Européenne d'Investissement (le « *Finance Contract* »); (ii) un « *Roll-Over Term Loan* » dans le cadre d'une « *General letter of credit* » (ref 301/B/P&O/MP/EVS) (soumis au Règlement Général des Crédits - édition 2012) avec ING Belgium NV/SA (le « *Contrat ING* »); et (iii) un avenant à la facilité de crédit 010431684 (y compris un « *Roll-Over Agreement* ») (soumis aux Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises) avec Fortis Bank NV/SA (BNP Paribas Fortis) (le « *Contrat BNP* »).

B. Application de l'article 556 du Code des sociétés

En vertu de l'article 556 du Code des sociétés, « *Seule l'assemblée générale peut conférer à des tiers des droits affectant le patrimoine de la société ou donnant naissance à une dette ou à un engagement à sa charge, lorsque l'exercice de ces droits dépend du lancement d'une offre publique d'acquisition sur les actions de la société ou d'un changement de contrôle exercé sur elle. A peine de nullité, la décision fait l'objet d'un dépôt au greffe préalable à la réception par la société de la communication visée à l'article 557, conformément à l'article 75.* »

**B.1. Clause 4.03A(3) du « Finance Contract » et clauses liées à ladite clause**

Or, la clause 4.03A(3) du « *Finance Contract* » met à charge de la Société des obligations dont la naissance dépend d'un changement de contrôle sur la Société.

La clause 4.03A(3) du « *Finance Contract* » est ainsi rédigée comme suit:

« 4.03A(3) *CHANGE OF CONTROL*

*The Borrower shall promptly inform the Bank if a Change-of-Control Event has occurred in respect of itself. At any time after the occurrence of a Change-of-Control Event, the Bank may, by notice to the Borrower, cancel the undisbursed portion of the Credit and demand prepayment of the Loan, together with accrued interest and all other amounts accrued or outstanding under this Contract.*

*In addition, if the Bank has reasonable cause to believe that a Change-of-Control Event is about to occur, the Bank may request that the Borrower consult with it. Such consultation shall take place within 30 (thirty) days from the date of the Bank's request. After the earlier of (a) the lapse of 30 (thirty) days from the date of such request for consultation, or (b) at any time thereafter, upon the occurrence of the anticipated Change-of-Control Event the Bank may, by notice to the Borrower, cancel the undisbursed portion of the Credit and demand prepayment of the Loan, together with accrued interest and all other amounts accrued or outstanding under this Contract. The Borrower shall effect payment of the amount demanded on the date specified by the Bank, such date being a date falling not less than 30 (thirty) days from the date of the demand.*

*For the purposes of this Article:*

- (a) a "*Change-of-Control Event*" occurs if any person or group of persons acting in concert gains control of the Borrower;
- (b) "*acting in concert*" means acting together pursuant to an agreement or understanding (whether formal or informal); and
- (c) "*control*" means the power to direct the management and policies of an entity, whether through the ownership of voting capital, by contract or otherwise. »

En outre, la clause 4.03A(6) du « *Finance Contract* » met à charge de la Société des obligations dont la naissance dépend du défaut d'approbation par les actionnaires de la Société, conformément à l'article 556 du Code des sociétés, de la clause 4.03A(3) du « *Finance Contract* ».

La clause 4.03A(6) du « *Finance Contract* » est ainsi rédigée comme suit:

« 4.03A(6) *BREACH OF ARTICLE 6.02B*

*In case of a breach of Article 6.02B, the Bank may by notice to the Borrower cancel the undisbursed portion of the Credit and demand prepayment of the Loan, together with accrued interest and all other amounts accrued or outstanding under this Contract; provided, that if the breach arises due to the circumstances set forth in Article 6.02B(ii) (i.e. the shareholders of the Borrower do not approve the resolution related to Article 4.03A(3)), the Bank shall not demand prepayment under this Article 4.03A(6) prior to 19 May 2015.*

*J. h. M.B.*

*The Borrower shall effect payment of the amount demanded under this Article 4.03A on the date specified by the Bank, such date being a date falling not less than 30 (thirty) days from the date of the demand. »*

La clause 6.02(B) du « Finance Contract » est quant à elle rédigée comme suit:

« 6.02(B). Change of Control

*The Borrower undertakes, for the purposes of article 556 of the Belgian Company Code ("Code des sociétés"), to submit Article 4.03A(3) (Change of Control) together with Article 4.03A(6) (Breach of Article 6.02B) and this Article 6.02B (Change of Control) of this Contract for approval at its next general meeting of shareholders, and, if approved, to deliver promptly a copy of that approval resolution to the Bank, together with evidence that an extract of such resolution has been duly filed with the clerk of the competent commercial court within one (1) month following the date of the general meeting of shareholders. In the event that (i) the Borrower does not comply with the undertakings in this Article 6.02B, or (ii) the shareholders of the Borrower do not approve the resolution related to Article 4.03A(3), the provisions of Article 4.03A(6) shall apply. »*

**B.2** *Clause 8.n) du Règlement Général des Crédits - édition 2012, auquel le Contrat ING est soumis, et clause liée à ladite clause*

Or, la clause 8.n) du Règlement Général des Crédits - édition 2012, auquel le Contrat ING est soumis, met à charge de la Société des obligations dont la naissance dépend d'un changement de contrôle sur la Société.

La clause 8.n) du Règlement Général des Crédits - édition 2012 est ainsi rédigée comme suit:

« Article 8 - La résiliation ou suspension immédiate

*Que la durée du crédit soit limitée ou non, la Banque peut, par lettre recommandée avec ou sans accusé de réception, par simple lettre, ou téléfax, prenant effet dès le moment de leur envoi, en tout ou en partie et sans préavis, suspendre les effets du crédit ou y mettre fin. Dans ce dernier cas, la Banque peut exiger la libération des engagements souscrits par elle sous la responsabilité du Crédité ainsi que le remboursement immédiat des engagements du Crédité, étant entendu qu'en cas de réduction du crédit cette libération et remboursement sont limités, aux engagements dépassant le montant restant en vigueur,*

(a)

[...]

(n) en outre, si le Crédité est une personne morale:

- en cas de modification de la forme de la société ou de l'association, de dissolution, de mise en liquidation, fusion, absorption ou scission;
- en cas de réduction de capital;
- en cas de modification du contrôle du Crédité dans le sens de l'article 5 du Code des Sociétés (version en vigueur à la date de l'enregistrement du présent Règlement).

[...].

*Si nonobstant la survenance d'un ou plusieurs des événements prévus à l'article 8, la Banque n'utilise pas immédiatement son droit de suspendre le crédit ou d'y mettre fin sans préavis, cette tolérance ne peut pas être ultérieurement invoquée comme constitutif d'une renonciation de la Banque à user, dans l'avenir, ses droits de suspendre le crédit ou d'y mettre fin sans préavis. »*

L'article 6 du Contrat ING est rédigé comme suit:

« Article 6 - Early termination of the Credit Facility

6.1.

If:

- the Credit Facility is used for other purposes than those for which it was granted;

- the Borrower fails to respect the legal or statutory obligations with regard to operating and/or environmental conditions; or

- any of the situations contemplated in article 8 of the Regulations occurs, subject to Section 6.2 below;

the Bank will be entitled to cancel the Credit Facility and to declare immediately repayable any amount in principal, interest or commissions owed pursuant to this agreement, by way of registered mail, with or without acknowledgement of receipt, ordinary letter or fax addressed to the Borrower, without prior notice and taking effect, at the time of its dispatch.

6.2.

The Borrower undertakes, for purposes of article 556 of the Belgian Company Code ("Code des sociétés"), to submit Article 8 section (n in relation to a change of control of the Regulations (Règlement Général des Crédits - édition 2012) for approval at its next general meeting of shareholders to be held on May 20, 2014, and if approved, to deliver promptly a copy of that approval resolution to the Bank, together with evidence that an extract of such resolution has been duly filed with the clerk of the competent commercial court within one (1) month following the date of the general meeting of shareholders. In the event that (i) the Borrower does not comply with the undertakings in the foregoing sentence, or (ii) the shareholders of the Borrower do not approve Article 8 section (n in relation to a change of control of the Regulations (Règlement Général des Crédits - édition 2012)), then the Bank may by notice to the Borrower cancel the undisbursed portion of the Credit Facility and demand prepayment of all amounts drawn down under the Credit Facility, together with accrued interest and all other amounts accrued or outstanding under this Roll-Over Term Loan; provided, that if the breach arises due to the fact that the shareholders of the Borrower do not approve Article 8 section (n in relation to a change of control of the Regulations (Règlement Général des Crédits - édition 2012)), the Bank shall not demand prepayment prior to May 19, 2015, notwithstanding any other provision (including any provision set forth in the Regulations (Règlement Général des Crédits - édition 2012)). »

B.3. Clause 20, § 2. d) des Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises auxquelles le Contrat BNP est soumis, telle que modifiée par ledit Contrat BNP

Or, la clause 20, § 2. d) des Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises, auxquelles le Contrat BNP est soumis, telle que modifiée par ledit Contrat BNP, met à charge de la Société des obligations dont la naissance dépend d'un changement de contrôle sur la Société.

La clause 20, § 2 des Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises prévoit en effet:

« Article 20 - Immediate suspension or termination

[...]

§ 2. In addition to the events of default provided for by law, the bank is also entitled to suspend or terminate the credit facility or a form of utilisation available under the credit facility - for both the drawn and undrawn portion thereof - in part or in full, with immediate effect and without notice:

[...] »

La clause 20, § 2. d) des Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises telle que modifiée par ledit Contrat BNP, est ainsi formulée comme suit dans le Contrat BNP:

« This credit facility is governed by the general lending conditions of our Bank, whose french version is registered in Brussels by the name of "Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises", at the sixth registry office, on 20 December 2001, volume 275, sheet 3, number 17, hereinafter referred to as the "General Lending Conditions", of which you acknowledge having received a copy with a free translation.

Our Bank have agreed to make the following modification to aforesaid "General Lending Conditions"

L'Article 20 § 2 d) last - is completed as follows

"If any of the following circumstance arises in respect of the borrower:

- material amendment to the shareholder base which may affect the composition of the management bodies (and persons responsible for management and day-to-day management) or the bank's overall risk assessment, The Borrower commits itself asking express approval of this clause of "change of control" by the shareholders in accordance with article 556 of the Belgian Company Code at the time of the General Meeting envisaged on May 20th, 2014. If the shareholders

*refuse to give this approval, the Bank will not be able to require an early prepayment before May 19th, 2015 (all amounts drawn down under the Credit Facility together with accrued interest and all other amounts accrued under this Roll Over Term Loan) which would be justified by this refusal, notwithstanding any contrary clause and without prejudice for the Bank to suspend or terminate the credit facility in accordance with other clauses of the General Lending Conditions or Particular Conditions or any strictly imperative legal disposition which would be made compulsory by the Belgian Authorities, European or International. »*

L'Assemblée est donc valablement constituée et apte à voter sur les points de son ordre du jour.

- a) Approbation, conformément à l'article 556 du Code des sociétés, des clauses de changement de contrôle figurant dans (i) le « Finance Contract »; (ii) le Contrat ING; et (iii) le Contrat BNP

Les Actionnaires approuvent, conformément à l'article 556 du Code des sociétés:

- (i) la clause 4.03A(3) du « Finance Contract », ainsi que, pour autant que de besoin, les clauses 4.03A(6) et 6.02(B) du « Finance Contract »;
- (ii) la clause 8.n) du Règlement Général des Crédits - édition 2012, auquel le Contrat ING est soumis, ainsi que, pour autant que de besoin, l'article 6 (« Early termination of the Credit Facility ») du Contrat ING;
- (iii) la clause 20, § 2. d) des Conditions Générales des Ouvertures de Crédit aux Entreprises telle que modifiée par ledit Contrat BNP.

- b) Délégation de pouvoirs

Les Actionnaires délèguent au Conseil d'Administration, avec pouvoir de subdélégation, le pouvoir de signer et de déposer les décisions susvisées et tous formulaires y relatifs auprès du greffe du tribunal de commerce de Liège, conformément au prescrit de l'article 556 du Code des sociétés, et d'assurer la publication par mention de ce dépôt aux Annexes au Moniteur belge, et, de manière générale, d'accomplir toutes les formalités requises en vertu de la loi, et d'accomplir toutes formalités nécessaires ou utiles auprès de la Banque Européenne d'Investissement, ING Belgium NV/SA et Fortis Bank NV/SA (BNP Paribas Fortis).

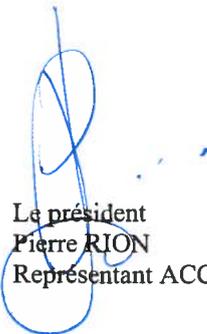
*Ce point est approuvé à la majorité. – 94,9% des voix.*

L'ordre du jour étant épuisé, le Président propose de dispenser le secrétaire de la lecture du P.V de cette A.G.

L'Assemblée Générale Spéciale est donc terminée.



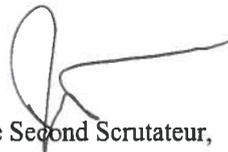
La Secrétaire,  
Magdalena BARON



Le président  
Pierre RION  
Représentant ACCES DIRECT SA



Le Premier Scrutateur,



Le Second Scrutateur,